

“La presse est pour une démocratie ce qu’est le carburant pour une voiture. Si elle est de mauvaise qualité, comme le carburant frelaté ou “zoua zoua”, alors la démocratie s’encrassera et perdra de sa substance.”



150 ANS DU PORT DE DOUALA-BONABERI

Les festivités officiellement lancées

P-3



BARRAGE HYDRO ÉLECTRIQUE DE NACHITGAL

Échec consommé



👉 **Annoncé à grande pompes pour résorber le déficit énergétique national, cette infrastructure construite à coups de milliards de FCFA à la faveur d’un partenariat public privé impliquant le Français EDF SUEZ et l’Etat camerounais, se révèle comme étant un fiasco total dont les responsables sont désormais en quête d’un bouc émissaire pour se tirer d’affaire en toute impunité**

👉 **Dossier de la rédaction.**

P.4

PRÉSIDENTIELLE 2025

Le Ngondo et les communautés CSE main dans la main pour la paix

P.6



COUVERTURE ÉLECTORALE

Le CNC mise sur une presse crédible et apaisée

P.7



MAGAZINE

Since 1994
Depuis

NOUVEAU HORIZONS

Prix : 400 Fcfa

Bi-Hebdomadaire indépendant bilingue des défis socio économiques et culturels

RDD n° 0072/RDDJ/306/Basc. Directeur de Publication : NKODO Pierre Claver - Tél. 237 675 594 825 Site web : www.lnmaginter.com
Hors série n° 306 du 01 Octobre 2025 E-mail : lnminternational94@gmail.com

Et si c'était à dessein



Par Nkodo Pierre Claver

Une ligue de la champions league se jouant loin du continent africain et ne concernant en rien les africains, malgré la présence des mercenaires originaires de notre continent, qui déchaîne tant de passion en Afrique reste une curiosité et suscite des interrogations. Alors que l'Afrique croule sous le poids du néo colonialisme et de tous les maux conséquents qui vont avec, nous trouvons tout de même des moyens de nous laisser distraire et fantasmer incapables, de contenir nos émotions débordantes, juveniles et futiles. Explorer les raisons de cette fuite en avant enrobée du refus d'assumer semble conduire droit, vers la manifestation du syndrome de Stockholm consécutif à près de 07 siècles ininterrompus de brutalité et de barbarie à travers la traite négrière transatlantique et islamo arabe, l'esclavage, l'islamisation et l'évangélisation forcées, la colonisation et la néo colonisation qui, est la phase la mieux accomplie du terrorisme séculaire dont l'Afrique est victime et semble finalement s'y faire. Une démission collective mise en musique par une certaine élite africaine, corrompue et résolument à la solde au nom de l'accomplissement individuel, de l'impérialisme au mépris des aspirations légitimes du peuple africain. Heureusement qu'une lueur d'espoir allumée dans certains pays africains brille de plus en plus et ne tardera pas à irradier des masses critiques ci et là sur le continent, malgré l'adversité qu'oppose justement les vassaux et autres agents dormants ou actifs, de l'hégémonie occidentale ad æternam. L'illustration de cet état de chose étant ce déchaînement des passions observé dans certains pays africains pourtant en proie à de sérieux problèmes existentiels, pour des histoires qui ne concernent ni de près ni de loin l'avenir sinon, la souveraineté de notre continent et dont l'opresseur se sert comme de l'opium pour endormir le peuple tout en détournant notre attention pour gagner en temps, dans un continent où l'espérance de vie se situe à peine à 50 ans dont les 4/5 ème passés dans la misère à courir derrière la survie à défaut que ce soit tout simplement toute la vie pendant que nos ressources naturelles sont pillées avec la complicité des dirigeants, sans contrepartie pour le pays par des puissances étrangères.

Des solutions d'experts pour nettoyer, soigner et organiser vos espaces de vie et de travail :

- Sols (carrelages, gravier, pavés...);
- Sanitaires;
- Vitres ;
- Bureaux/Résidences;
- Nettoyage fin de chantier;
- Désinfection et dégraissage entrepôts
- Evacuation des déchets ...

C'est aussi... Des solutions en :

- Aménagement et entretien des espaces verts;
- Piscines/Fontaines (maintenance, nettoyage...);
- Nettoyage de textile (moquettes, tapis...);
- Remise en état des fauteuils/sièges.

PROFITEZ D'UNE RÉDUCTION SUR NOS OFFRES À...

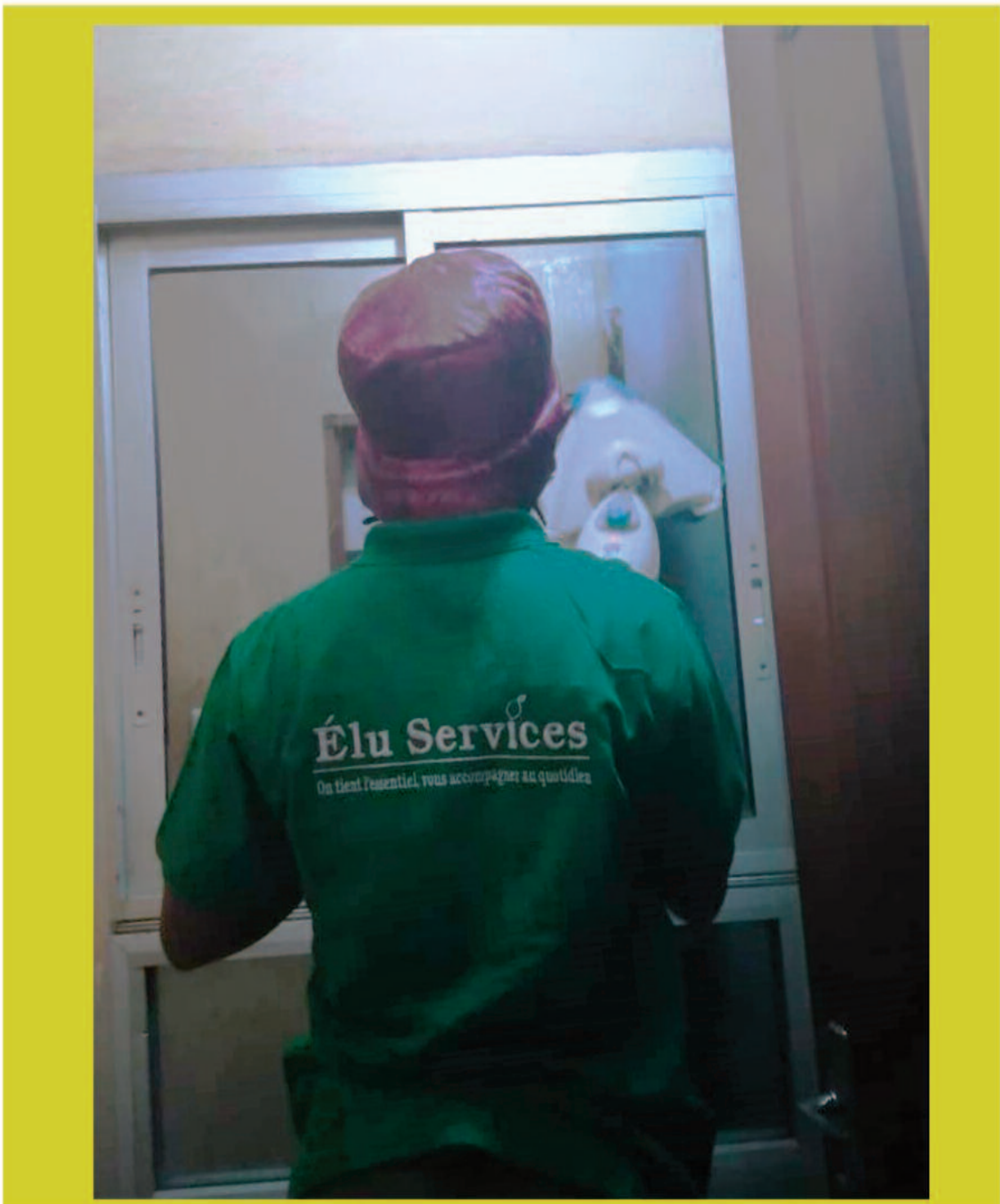
-10%

A PROPOS DE NOUS

Elu Services nettoyage, est prête à fournir ses services de propreté et d'hygiène aux entreprises et aux particuliers désireux de garder leur environnement sain.et accueillant.

Nous sommes une équipe de professionnels interactive et respectueuse de l'environnement, avec pour mission d'apporter une plus-value au secteur de la propreté et l'hygiène et à sa clientèle.

Quel que soit le lieu de votre résidence ou de votre entreprise !!



NOS VALEURS

- REACTIVITE
- PROPRETE
- EFFICACITE

PETITE ASTUCE ENTRETIEN DOUCHE

- Utiliser des cristaux de soude pour éliminer les mauvaises odeurs de canalisation;
- Passer un coup d'éponge régulièrement dans le lavabo pour retirer les saletés et traces de dentifrice;
- Utiliser du vinaigre blanc pour nettoyer la robinetterie et le pommeau de douche;
- Utiliser une raclette puis passer le torchon microfibres pour retirer l'eau des parois de la douche et miroir/vitre pour éviter l'accumulation du calcaire;
- Utiliser de l'alcool ménager pour désinfecter toutes les surfaces de votre douche.

PRODUITS

- Vinaigre blanc (pour la robinetterie);
- Cristaux de soude (pour la canalisation);
- Savon noir de ménage (sols, vitres, lavabo);
- Eponge; Raclette;
- Alcool ménager;
- Torchon microfibres;
- serpillère microfibres...

150 ANS DU PORT DE DOUALA-BONABERI

Les festivités officiellement lancées

Le Premier ministre, chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute, a présidé ce vendredi 26 septembre 2025 à Douala, la cérémonie officielle de lancement des festivités marquant les 150 ans du Port de Douala-Bonaberi, en présence d'un important parterre de personnalités, parmi lesquelles des membres du gouvernement, des parlementaires, des autorités administratives et locales, des chefs traditionnels ainsi que des représentants du corps diplomatique.

Potain Georges likeng

Une cérémonie marquée par des inaugurations symboliques, un retour sur l'histoire du port et un appel politique en faveur du chef de l'État.

Inaugurations et hommage au progrès

Deux moments forts ont ponctué la célébration : l'inauguration de la place commémorative des 150 ans du port et celle du Centre de documentation. Ces nouvelles infrastructures symbolisent à la fois la mémoire et l'avenir d'une plateforme maritime qui reste le principal poumon

économique du Cameroun. Dans son allocution, Joseph Dion Ngute a félicité le top management du Port Autonome de Douala (PAD) pour les progrès enregistrés ces dernières années, notamment en matière de modernisation des infrastructures et de digitalisation des services « Le Port de Douala-Bonaberi n'est pas seulement un patrimoine économique, il est aussi le témoin de l'histoire du Cameroun et de ses ambitions. Grâce à la vision du Président Paul Biya, il est aujourd'hui un outil moderne et compétitif », a déclaré le Premier ministre.

Il a également saisi l'occasion pour adresser un message politique : « Le 12 octobre prochain, je vous appelle à renouveler votre confiance au Président Paul Biya, l'architecte de cette modernisation et le garant de la



continuité des grandes réalisations », a-t-il lancé sous les applaudissements.

Un siècle et demi d'histoire portuaire L'histoire du port remonte à la période coloniale allemande. À la fin du XIX^e siècle, sous le gouverneur Julius von Puttkamer, les Allemands construisent le premier quai en béton, voyant déjà en Douala un site stratégique sur la côte ouest-africaine. Sous administration française, entre 1921 et 1932, d'importants travaux d'aménagement et d'extension sont réalisés pour faire face à l'augmentation du trafic. C'est dans ce contexte qu'apparaît le premier appontement à Bonaberi. Après l'indépendance, la gestion du port est confiée à l'Office National des Ports du Cameroun (ONPC). Dans les années 1970, la forte croissance du commerce extérieur et l'essor des exportations de bois entraînent une congestion croissante, obligeant les autorités à envisager de nouvelles extensions.

De l'ONPC au PAD : la réforme de 1999

En 1999, une réforme majeure

restructure la gestion portuaire : l'ONPC est scindé et donne naissance au Port Autonome de Douala (PAD), doté d'un statut juridique propre. Cette mutation visait à améliorer l'efficacité et à doter le pays d'un outil moderne, capable de soutenir l'économie nationale et régionale.

Modernisation et défis contemporains



Depuis sa création, le PAD s'est engagé dans un vaste programme de modernisation. Parmi les réalisations récentes, l'on note la réhabilitation du terminal à conteneurs, l'inauguration en mars 2023 d'un quai polyvalent et l'acquisition de nouveaux équipements en 2024. La même année, un accord avec le CARPA a permis d'attirer de nouveaux financements pour moderniser davantage les infrastructures. Le port a également franchi un cap en matière de digitalisation. En octobre 2021, le lancement d'un progiciel de gestion portuaire a marqué une étape décisive vers une meilleure fluidité des opérations et une transparence accrue. « Avec la digitalisation et les nouveaux investissements, le PAD se positionne désormais comme une place portuaire incontournable dans le golfe de Guinée », a souligné Cyrus Ngo'o, Directeur général du PAD. Aujourd'hui, le Port de Douala-Bonaberi, qui traite plus de 85 % des échanges extérieurs du Cameroun, se positionne en concurrent direct des grands ports de la sous-région. À la fois pilier de l'économie nationale et porte d'entrée stratégique de la CEMAC, il demeure un levier essentiel pour l'intégration et la croissance du Cameroun.

MAGAZINE

HORIZONS NOUVEAUX

BIMENSUEL INDÉPENDANT BILINGUE DES DÉFIS SOCIO ÉCONOMIQUES ET CULTURELS
RDD n° 0072/RDDU/S66/Basc. Directeur de Publication : Pierre Claver NKODO

Prix : 400 FCFA

Siège : BP 10074 Douala
Sis au carrefour Agip

Douala, à côté de l'Hôtel
Belavie

au 1er Etage ancienne
quincaillerie
Quiferou.<None>

Email:horizonsnouveauxma
ginter@yahoo.fr

horizonsnouveauxmaginter
@gmail.com

www.http://facebook.com/
pierreclaver.nkodo

Mobil : (237) 243 11 77 46

Directeur de Publication
/Editorialiste
Pierre Claver Nkodo
243 11 77 46 / 675 59 48 25

Directeur de la Rédaction
Ndam Njoya Nzoméné
assisté de
Emilie N. Eloundou

Rédacteur en Chef
Housseini Haman
677 39 94 92

Rédacteur en Chef Adjoint
Mouna Mboa

Edition Anglaise
Grace Limunga

Secrétaires de Rédaction
N. M. M. Mendouga
Carine Kamogne
Chia Loveline
Desk Yaoundé
Thierry Eloundou
656 81 58 82

Rédaction centrale

Clément MBELEL
Ng'Essono Mviana
N. M. M. Mendouga
Thierry Eloundou
Mohamadou Abatcha
Bonté M Nkoué (Stag.)

Crédit Photos
Joseph Sandji
Tél 696 79 32 05

Relations Publiques /
Commerciales
Janga Christelle

Desk Sud
Thomas VIGA

Desk Est
Noah Bodo Dimitri
Tél.: 696 86 01 90
Chef desk Adamaoua
(Ngaoundere)
Éric Roger Ndzie
Tel +237 657 11 11 32

Correspondants
Chef Desk Extrême Nord
& Nord

Ferdinand Niabe
Tél 655831759
France, Europe de l'Ouest
Europe de l'Est et Asie
Fabrice Béaur

Afrique de l'Ouest et
Maghreb
Idrissa Keita
0022365458181

Conseil Juridique
Me. Henri Gomsuh
Me. Marguerite Belinga

Conseiller Technique
Ottoù Sida Florent Parfait

Crédits Photos
Agence Chine Nouvelle
(Xinhua)

Maquette et mise en page
André Landry Mvondo
697 11 49 98

Impression
JVGRAPH Yaoundé
Tirage

5 000 Exemplaires

Distribution &
Abonnement
Format tabloid kiosques
Messapresse agréés
Yaoundé
Ministère des finances
Tél.: 677 64 00 87

Douala
-Rond point Deido
-Amity bank Tél.: 675 21 74 76
-Marché Mboppi
-Place de l'indépendance
Bonanjo
Kiosque Cadastre Info face
SCB Bonanjo Eugénie
Molom
Tél.: 699 000 336
Recette des finances
Bonanjo

Format numérique
E-mail:
support@keyopress.com
Site
web:www.Keyopress.com

BARRAGE DE NACHTIGAL

Faut-il en rire ou en pleurer ?

A la lueur de ce qui se passe dans cette infrastructure dont on a vanté les performances et les capacités, il y a tout simplement lieu de conclure qu'il s'agit là encore d'un Un autre gros éléphant blanc des grandes réalisations du renouveau.
La Rédaction

Dans les hautes instances gouvernementales et spécifiquement au ministère de l'eau et de l'énergie (Minee), il avait été dit que la livraison définitive de ce barrage hydroélectrique se fera en janvier 2025 ?! atteint 96,7% de réalisation, une livraison complète prévue pour janvier 2025. Que Nachtigal allait être la centrale hydroélectrique la plus puissante du Cameroun et allait constituer un véritable atout pour le développement durable du pays. Avec sa capacité estimée à 420 MW, Nachtigal allait couvrir près de 30% des besoins énergétiques du Cameroun avec une électricité propre, disponible et peu chère.

En plus de contribuer à la réduction des émissions de carbone et à la lutte contre le changement climatique, Nachtigal allait permettre sur le plan économique et social d'améliorer la qualité de vie des populations, de stimuler la croissance économique et de contribuer activement au développement du pays, tout en réalisant des économies sur les achats et importations de combustibles. Pour sa réalisation, il avait nécessité un investissement colossal de l'ordre de 786 milliards de Fcfa. La société Nachtigal Hydro Power Company (Nhpc), en charge de sa réalisation, avait donné toutes les garanties au point d'indiquer qu'elle livrerait les travaux à la fin du mois de janvier 2025 au plus tard, selon la date (une nouvelle) qu'avait révélée le ministre de l'Eau et de l'Energie, le 19 septembre 2024. Il se disait aussi que cette infrastructure énergétique allait être pour beaucoup dans la contribution de l'hydroélectricité dans le mix énergétique, en plus de se constituer pionnier de l'exportation d'énergie électrique en Afrique centrale. Ceci à la faveur du Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun au Tchad (Pirect), qui devrait permettre au Cameroun de fournir à ce pays de l'Afrique centrale 100 MW d'électricité à l'horizon 2027. Nous vous épargnons des promesses liées à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la stimulation de la croissance économique.

Mirage

Gaston Eloundou Essomba, ministre de l'Eau et de l'Energie, lors d'une visite de travail qu'il



avait effectuée sur le site le 19 septembre 2024 déclarait : « Il ressort aujourd'hui que, sur les sept groupes (60 MW chacun) qui constituent l'ouvrage, trois sont désormais mis en production. On vient de mettre en production le 3e groupe, ce qui porte à 180 MW la puissance que le barrage injecte actuellement dans le réseau. L'objectif qui a été fixé est de mettre en service un groupe supplémentaire chaque mois. Donc, en octobre, sur aura certainement le 4e groupe avant la fin du mois. Et les choix évolueront ainsi pour qu'au plus tard, fin janvier 2025, les sept groupes soient en production ». Il avait par la suite indiqué que « l'étape suivante est de pouvoir garantir la disponibilité des infrastructures de transport. Nous allons continuer notre visite sur le corridor des lignes de transport jusqu'à Douala pour être sûrs qu'il y a une synchronisation en termes de calendrier, pour pouvoir évacuer en temps réel l'énergie produite à Nachtigal, et pouvoir réduire de manière substantielle les désagréments que les populations connaissent aujourd'hui du fait du déficit de production ou d'une infrastructure de transport inadéquate ».

La Sonatrel, seule consolation

Si en ce qui est du transport, il semble que des efforts acceptables aient été faits et continuent de l'être, il se trouverait malheureusement qu'au niveau des centrales, pratiquement rien ne va. Partout sur toute l'étendue du territoire national, la Sonatrel sous la conduite de Mbemi Nyankana, na de cesse à construire des lignes qui devront de manière efficace faciliter la connexion des réseaux :

Réseau Interconnecté Sud (Ris) ; Réseau interconnecté Est (Rie) ; Réseau Interconnecté Nord (Rin). Dans la perspective de s'assurer du bon fonctionnement de ces centrales, des tests qui auraient été effectués n'auraient pas été concluant. Selon certaines sources, et en présence des équipes de Nachtigal, NHPC, Sonatrel, Eneo. Jusque dans la salle de régulateur, il aurait été établi que ces tests ont été négatifs. Ce qui veut dire que cette centrale n'arrive pas à jouer son rôle.

Si de tels constats peuvent être fait dans ce genre de circonstance, ce qui devrait inquiéter, c'est le fait que l'on tente de tronquer le rapport qui avait été fait pour indiquer que tout va bien alors que la centrale n'arrive pas à relancer, à renvoyer la tension dans EVM. Dans leur tentative, ceux qui pourraient être à l'origine de cette situation qui pue les détournements de fonds pour un

travail au rabais, font feu de tout bois pour enfariner la Banque mondiale qui a exigé que des exposés y relatifs soient faits.

A l'exemple du barrage de Mekin près de Messok me Yétchang, village de Samuel Mvondo Ayolo, Directeur du cabinet Civil et dans les encablures de Mvomeka'a, village du chef de l'Etat, où il a été donné de constater que les turbines du barrage sont noyées, il se trouverait aussi que le barrage de Nachtigal, malgré le renfort de publicité qui est fait tout autour, connaîtrait des problèmes qui ne lui permettraient pas de délivrer les 420 MW de puissance attendue. Le Cameroun comme il va. Le barrage de Nachtigal, un énorme éléphant blanc qui enfonce le pays dans les dédalles de la dette sans la moindre perspective de résorption du déficit énergétique.



GRAND BARRAGE DE LA RENAISSANCE SUR LE NIL

Un exemple d'accomplissement national en Ethiopie

Ce gigantesque ouvrage qui a été inauguré le 9 septembre 2025, dans la région de Benishangul-Gumuz, apparaît comme étant le plus grand barrage hydroélectrique jamais construit en Afrique. Le fait encore plus marquant qu'il a été construit sur fonds propre.

Pierre Claver Nkodo

« Il a fallu du temps », a dit un publiciste camerounais. Mais cela valait bien la peine. 14 ans. C'est le temps qu'il a fallu pour réaliser cet ouvrage qui va manifestement changer et améliorer les conditions de vie des populations de ce pays situé dans la corne de l'Afrique. 5 milliards de dollars investis, et surtout pas un centime issu de l'aide occidentale. Il s'agit d'un ouvrage long de 1,8 kilomètre, haut de 145 mètres et composé de 16 turbines, portant la capacité de production à plus de 5 000 mégawatts soit l'équivalent de plus de trois réacteurs nucléaires. 74 milliards de m³ d'eau. Plus de 85% des eaux du Nil passent par cette région. Il fallait le faire. L'Éthiopie l'a fait et est désormais dotée d'un des plus grands barrages hydroélectriques jamais construit



en Afrique. Aussi c'est à juste titre qu'il a été reconnu comme étant le Grand Barrage de la Renaissance. Pendant que l'Occident finance ses petits panneaux solaires philanthropiques, l'Éthiopie s'est construite son indépendance énergétique totale. Aussi produira-t-il l'électricité pour l'Éthiopie entière, en plus de pouvoir se constituer en un distributeur

régional d'électricité. Ce qui aura pour effet direct de procurer le pays d'un milliard de dollars de revenus par an. Quand bien même le projet a accusé de nombreux retards, liés soit à mise en œuvre, soit au financement ou encore de tensions géopolitiques entre l'Éthiopie et l'Égypte dont 97% de la population dépend du Nil Bleu sur lequel est

érigé l'ouvrage, ce barrage est promu par les autorités comme un exemple d'accomplissement national. Pour y parvenir, il a fallu batailler dur sur le plan diplomatique. L'Éthiopie a de ce fait su se trouver des alliés parmi les autres pays traversés par le Nil et situés en amont, comme l'Ouganda ou la Tanzanie et pour qui la remise en cause des accords coloniaux représente plutôt une opportunité. On pourrait donc aisément comprendre et justifier les festivités ont commencé le 08 septembre avec lampions et lasers ou encore cette foultitude de drones véhiculant le message selon lequel il s'agissait de « l'ascension géopolitique » et « un saut dans le futur », pour connaître une apothéose avec un feu d'artifice géant le jour de l'inauguration. Pendant ce temps, on se complait au Cameroun avec un barrage de 425 MW construit en dix ans pour un cout de 786 milliards de Fcfa et ne pouvant couvrir que 30% des besoins énergétiques du pays non sans avoir fait une genou-flexion à la Banque Mondiale qui demande déjà des comptes. Félicitations au peuple Éthiopien !

DOUALA

Lancement de l'usine PROALU, un investissement de 88 milliards pour booster l'aluminium camerounais

Le Premier ministre Joseph Dion Ngute a donné, le 12 septembre 2025 à Douala, le coup d'envoi officiel de la future usine de transformation d'aluminium PROALU, portée par Prometal Groupe.

Georges potain likeng

Avec un investissement colossal de 88 milliards de F, ce projet ambitionne de réduire les importations, de renforcer la compétitivité des produits "made in Cameroon" et de positionner l'aluminium comme un véritable levier de développement industriel.

Une étape stratégique pour l'industrie nationale

La cérémonie, qui a réuni autorités politiques, acteurs économiques et partenaires techniques, marque une avancée décisive pour l'industrialisation du Cameroun. L'usine PROALU, dont la mise en service est prévue pour le premier semestre 2027, s'inscrit dans la vision gouvernementale de faire de la filière aluminium un moteur de croissance et un atout majeur du tissu productif national.

Réduction des importations et valorisation locale

En produisant sur place des biens auparavant importés, l'usine contribuera à limiter la sortie de devises et à accroître l'autonomie industrielle du pays. Le projet vise également à stimuler la compétitivité des produits camerounais sur les marchés régionaux et internationaux, renforçant ainsi l'étiquette "made in Cameroon".

Des retombées économiques et sociales majeures

Au-delà de l'investissement financier, le projet PROALU est porteur de multiples impacts socio-économiques. Des centaines d'emplois directs et indirects devraient être créés, aussi bien pendant la phase de construction que lors de l'exploitation. L'usine favorisera par ailleurs le développement d'une chaîne de valeur autour de l'aluminium, impliquant PME locales, sous-traitants et prestataires de services.

Un levier pour les exportations

Avec cette nouvelle unité de transformation, le Cameroun espère non seulement satisfaire sa demande interne, mais également devenir un fournisseur régional d'aluminium et de produits dérivés. À terme, l'initiative pourrait renforcer les recettes d'exportation et consolider la balance



commerciale du pays.

Une vision alignée sur la stratégie gouvernementale

Le lancement de PROALU s'inscrit dans le Plan directeur d'industrialisation et dans la politique des grandes réalisations, qui visent à diversifier l'économie

et à réduire la dépendance vis-à-vis du pétrole et des importations massives. Pour le Premier ministre, cette initiative témoigne de la volonté des pouvoirs publics d'accompagner les investisseurs privés dans des projets structurants pour l'avenir du Cameroun.

PERSPECTIVE D'UNE ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE APAISÉE

Ngondo et Communauté Centre-Sud-Est sur la même longueur d'onde

La démarche entreprise par les responsables de l'Assemblée coutumière et traditionnelle du peuple Sawa à travers le concept « paix au village », a rencontré l'assentiment des ressortissants des régions du Centre, du Sud et de l'Est vivant dans le département du Wouri. La grande rencontre a eu lieu dans la grande cour de la résidence de James Onobiono, homme d'affaires et porte-parole de la Grande Communauté du Centre, Sud et Est en présence des autorités administratives, politiques et municipales.

P.C.N

Dans les prochains jours, et spécifiquement en date du 12 Octobre 2025, le Cameroun connaîtra un grand moment de son histoire politique. Il s'agira de l'élection présidentielle qui induira un changement politique indéniable pour la vie de la Nation. Au plan typiquement local et traditionnel, le peuple Sawa de son côté, vibrera au rythme du Ngondo dont on sait que le thème de l'édition de 2025, déjà connu, est : « Ja Jongwanele O Kotomè » (Solidarité dans le rassemblement). Un thème qui renvoie à plus de solidarité quand on sait que « Pour être solidaire, il faut d'abord être ensemble. Et être ensemble demande une volonté de



se retrouver, malgré nos différences ». Or il ne peut s'agir de « Ja Jongwanele O Kotomè » que s'il y a la paix. C'est dans cette perspective que, sous le regard attentif Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, gouverneur de la région du Littoral, Sylyac Marie Mvogo, préfet du département du Wouri, Ayissi Mvogo Laurent Victor, sous-préfet de l'arrondissement de Douala 3ème ; Dr Roger Mbassa Ndine, maire de la ville de Douala, Valentin Epoupa Bossambo, maire

de la commune d'arrondissement de Douala 3ème, des autorités politiques, du Directeur général du Port autonome de Douala (Pad), Cyrus Ngo'o et du non moins gouverneur de la région du Sud-ouest, Bernard Okalia Biläi, les chefs traditionnels Sawa sous la conduite de Sa Majesté Paul Milord Mbappé Bwanga, président en exercice du Ngondo, sont venus à la rencontre des ressortissants des régions du Centre, du Sud et de l'Est vivant dans la ville de Douala.

L'essentiel du message transmis portait sur un seul mot : « Mussango », entendez : « la paix ». Ce mot qui est apparu dans toutes les allocutions ayant été prononcée le 10 septembre dernier. Ici, l'unanimité est partagée autant par S.M. Paul Milord Mbappe Bwanga accompagné d'une belle brochette de Chefs Traditionnels Sawa que par l'ensemble de l'Elite Centre-Sud-Est parmi laquelle plusieurs chef et représentants des communautés.

Il fallait aussi y voir cette volonté de voir s'accroître les notions du vivre-ensemble, du multiculturalisme, du bilinguisme, de la fraternité, la solidarité, l'amour, la sacralisation des liens historiques qui nouent ces deux communautés et qui mettent en avant un seul idéal, La Paix ! N'est-il pas connu de tous que les Duala et Ewondo sont les enfants d'un même père et d'une même mère ? « Ewondo Mbēdi, Duala Mbēdi, Nyango pō, Sangō pō ». Telles que les choses se dessinent, il y a lieu de garder son optimisme quant au déroulement dans la paix et la tranquillité de l'élection présidentielle dans la ville de Douala. « Un vendeur d'œufs ne va jamais à la fête des bâtons », suivez mon regard.

COMMERCE EN LIGNE

L'Afrique Centrale prépare son cadre régional à Douala

La capitale économique du Cameroun accueille du 23 au 24 septembre 2025 un atelier de restitution et d'examen de l'avant-projet de politique régionale de développement du commerce électronique en Afrique Centrale.

G.P

Une rencontre de haut niveau qui réunit experts, décideurs et acteurs du secteur autour d'un enjeu crucial : bâtir un cadre harmonisé pour propulser le commerce en ligne dans la sous-région.

Une dynamique portée par la CEEAC et la CEA

Organisé par la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) en partenariat avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), l'atelier marque une étape décisive dans la réflexion stratégique sur l'avenir du commerce électronique. Parmi les personnalités présentes figurent M. Guissepe D'Arongo, représentant du Bureau sous-régional de la CEA, M. Jacob Kotcho Bongkwaha, Directeur du Marché Commun de la CEEAC, ainsi que le représentant de la CEA qui préside les travaux.

Au programme, trois axes majeurs structurent les discussions : l'examen de l'avant-projet de politique inclusive de développement du commerce

électronique, l'analyse de l'avant-projet de loi-cadre sur le commerce électronique en Afrique Centrale et la présentation du rapport ARIA 11, document de référence sur l'intégration régionale en Afrique. Ce dernier, dont la première édition a été publiée récemment, bénéficie ici d'une tribune élargie pour une présentation détaillée à l'ensemble des parties prenantes.

Concilier ambitions régionales et spécificités nationales

Au-delà des textes en préparation, l'enjeu est de parvenir à une convergence entre les politiques communautaires et les stratégies déjà adoptées par plusieurs États membres. Comme l'a rappelé M. Jacob Kotcho Bongkwaha, les politiques régionales ne dispensent pas les pays de définir leurs propres orientations budgétaires et réglementaires. L'objectif est plutôt de créer une cohérence qui évite les contradictions tout en valorisant les spécificités nationales. Cette approche inclusive implique la participation active des régulateurs, des acteurs privés et des propriétaires de plateformes en ligne. Leurs préoccupations doivent être intégrées afin que le futur cadre réglementaire reflète la réalité du marché et favorise un environnement propice à l'innovation et à la croissance.

Vers une feuille de route régionale

Les conclusions issues des deux jours de travaux seront consignées dans un rapport qui sera soumis aux instances statutaires, notamment au Conseil des ministres et à



la Conférence des chefs d'État de la sous-région. Ce document, une fois validé, constituera la base d'une politique régionale ambitieuse, capable d'encadrer et de dynamiser le commerce électronique en Afrique Centrale. Dans un contexte mondial où l'économie numérique redéfinit les échanges commerciaux, l'Afrique Centrale cherche ainsi à rattraper son retard et à s'inscrire

dans une dynamique compétitive. L'adoption d'un cadre commun apparaît comme un levier essentiel pour stimuler l'intégration économique, attirer les investissements et soutenir la transformation digitale des économies de la région.

COUVERTURE ÉLECTORALE

Le CNC mise sur une presse crédible et apaisée

À l’approche des élections de 2025, le Conseil National de la Communication a lancé hier à Douala une rencontre de trois jours avec les acteurs des médias. Objectif : préparer la presse camerounaise à assurer une couverture crédible, équilibrée et apaisée du scrutin.

G.P

Le Conseil National de la Communication (CNC) a ouvert hier, mardi 23 septembre 2025, à l’hôtel Akwa Palace de Douala, une rencontre avec les acteurs des médias consacrée à la préparation de la couverture médiatique des prochaines élections. Les travaux, qui se poursuivront jusqu’au 25 septembre, sont organisés en partenariat avec le projet d’assistance technique des Nations unies au cycle électoral 2025-2026 au Cameroun. La cérémonie d’ouverture a été présidée par M. Joseph Chebongkeng Kalabubse, président du CNC.

Un rendez-vous au cœur du processus électoral

Alors que le pays s’engage dans une période électorale décisive, le rôle des médias apparaît plus que jamais déterminant pour garantir la transparence et la crédibilité du processus. Dans son propos introductif, le président du CNC a rappelé « le rôle imminent de la presse



camerounaise surtout en cette période électorale très sensible ». Pour lui, les médias doivent avant tout informer le public de manière professionnelle, impartiale et responsable, loin des dérives susceptibles de fragiliser le climat politique et social.

Former et responsabiliser les acteurs de l’information

Durant trois jours, journalistes, régulateurs et experts nationaux et internationaux vont échanger sur les bonnes pratiques de couverture

électorale. Les discussions portent notamment sur la vérification des faits, le respect du pluralisme politique et la prévention des discours de haine ou de désinformation. Les participants sont également sensibilisés à l’importance de concilier liberté de la presse et exigences d’éthique afin de protéger l’opinion publique des manipulations. Cette initiative s’inscrit dans le cadre du projet d’assistance technique des Nations unies au cycle électoral 2025-2026. Elle traduit une volonté de renforcer la professionnalisation des acteurs de la communication et de consolider le rôle de la presse comme garant de la démocratie.

Vers une couverture crédible et apaisée L’un des enjeux majeurs de cette concertation est de parvenir à une couverture électorale qui reflète les réalités du terrain tout en respectant les principes d’équité et d’impartialité. Le CNC entend ainsi doter les professionnels d’une feuille de route claire, leur permettant d’être à la fois témoins, relais et garants de la transparence du scrutin.

À l’issue des travaux, les résolutions adoptées devraient contribuer à renforcer la crédibilité de la presse et à apaiser le climat politique, dans l’intérêt d’un processus électoral stable et démocratique.

CULTURE

Douala inaugure officiellement son chœur philharmonique

La cérémonie de présentation officielle du Chœur philharmonique de la ville de Douala s’est tenue ce samedi 20 septembre 2025, en présence de plusieurs autorités municipales et administratives, parmi lesquelles le Dr Roger Mbassa Ndine, maire de la ville de Douala, et M. Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, gouverneur de la région du Littoral.

Emilie Nkodo

Un projet inscrit dans la dynamique culturelle de la ville

Dans sa mission d’animation culturelle, la ville de Douala s’emploie à révéler le potentiel artistique de ses habitants. Terre d’illustres sonorités comme le makossa et de voix ayant marqué l’histoire musicale, à l’instar de Francis Bebey ou Anne-Marie Nzié, Douala ne cesse de se réinventer. C’est dans cette logique que l’exécutif communautaire a mis sur pied, en 2023, un ensemble vocal baptisé « Chœur philharmonique de Douala », destiné à détecter et valoriser les talents musicaux locaux.

Une initiative soutenue par le Code de la décentralisation

Le maire a rappelé que ce projet s’inscrit dans le cadre du transfert de compétences accordé aux collectivités territoriales décentralisées. L’article

163 du Code général stipule en effet que la création et la gestion d’orchestres ou troupes de théâtre relèvent désormais des communes. Pour le Dr Roger Mbassa Ndine, « la ville est un carrefour économique, humain et énergétique. Elle est aussi un carrefour de talents ».

140 membres pour une ambition artistique et citoyenne

Le Chœur philharmonique de Douala compte aujourd’hui 140 membres, dont 101 choristes et 39 instrumentistes. Recrutés à 65 % parmi les habitants de Douala et à 35 % parmi les agents de la Communauté urbaine, ils partagent tous la même passion pour la musique. L’ensemble poursuit trois grands objectifs : devenir un conservatoire vivant de la créativité musicale camerounaise, promouvoir l’inter culturalité et l’interpénétration des diversités socioculturelles, et enfin, offrir aux citoyens une source d’élévation spirituelle et artistique, en leur apportant poésie et joie. Des premiers pas déjà remarquables « Ce premier concert est l’aboutissement d’un travail de fond mené avec rigueur et passion », a déclaré le Dr Sollé, président du Chœur philharmonique de Douala, qui a également remercié tous les partenaires publics et privés.



Le gouverneur de la région du Littoral a, quant à lui, salué cette initiative de la Communauté urbaine, estimant qu’elle vient enrichir le patrimoine culturel de Douala et dynamiser une ville parfois jugée en manque d’animation.

Vers un rayonnement durable

Déjà actif, le Chœur philharmonique a pris part à des événements majeurs tels

que le festival « Douala Fiesta » en 2024 et la Fête de la musique en juin 2025, en partenariat avec l’Institut français et la délégation régionale des Arts et de la Culture.

Il s’affirme désormais comme une institution culturelle pérenne, appelée à rayonner dans toutes les sphères de la vie sociale de la capitale économique.

PRÉSIDENTIELLE 2025

D'une vie d'engagement pour la jeunesse camerounaise à un mandat des ruptures pour l'Afrique

Les projets de l'espérance du candidat Serge Espoir Matomba

Le bien-être de chaque Camerounais constitue sa préoccupation essentielle et se décline sur plan socioéconomique par le triptyque « Un toit sur votre tête, trois repas dans votre assiette, l'éducation et la santé vos droits ». Tandis que sur le plan purement politique, le charismatique candidat du PURS à la plus haute fonction républicaine du Cameroun prévoit l'organisation en 2026 d'un référendum pour l'adoption d'une nouvelle Constitution qui fixera les bases d'un nouveau Cameroun désormais constitué de cinq (5) régions.

Déjà rangée en ordre de bataille, son équipe de campagne le clame haut et fort, et quasiment d'une seule et même voix : Le Cameroun de l'après 12 octobre 2025 dont la conduite des affaires incombera inéluctablement à Serge Espoir Matomba (déjà surnommé « SEM », pour Son Excellence Matomba) , sera un univers nouveau, où les notions de justice sociale et de prospérité cesseront d'être des vœux de l'esprit...

Et si cet objectif suffit à lui seul à camper le décor d'une nouvelle vision du Cameroun, il ne faut pas perdre de vue un autre, plus porté sur la souveraineté pleine et entière du Cameroun qui a de la peine à se départir de cette étiquette d'éternelle post-colonie qui lui colle toujours à la peau. Autrement dit, si à 46 ans le jeune homme d'affaires dynamique de la place doualaïse qui a créé de et dirige de nombreuses entreprises repart à l'assaut de la citadelle d'Etoudi, c'est pour entrer dans l'histoire comme le premier président d'un Cameroun véritablement indépendant, souverain et uni. Car tout le monde en convient ici, le 1er janvier 1960 fut, à défaut d'un leurre, un pur simulacre sur fond de poker menteur, orchestré par la France de De Gaulle subséquemment à la grosse giflée à lui assénée par le



Guinéen Sékou Touré en 1958, pour maintenir le pays de Um Nyobé dans le giron hexagonal. De même, cette unité nationale tant rebattue dans les discours officiels qui, malheureusement, ressemble à s'y méprendre à une monumentale escroquerie intellectuelle, tant elle n'est plus aujourd'hui qu'une coquille vide sous nos cieux où ressurgissent au jour le jour et s'expriment de manière on ne plus bordélique les replis communautaristes les plus effroyables, certains individus s'offrant même le luxe d'en découdre, armes aux poings, pour créer leur pays de Cocagne... ambazonien.

Voilà donc le challenge qui interpelle le peuple de "l'Afrique en miniature" tout entier qui l'a accompagné à ELECAM le 25 juillet dernier pour déposer sa candidature, et dont Serge Espoir Matomba a fait sa grande et noble ambition depuis la création de son parti, le PURS, en 2010. De l'exploit de 2018 à la victoire

inendiguable de 2025 Il faut pourtant dire que le coup d'essai de 2018 ne fut pas forcément le coup de maître. Face à un "vieux lion" (périphrase typiquement cameroënnaise pour désigner Paul Biya) certes aux abois, mais aguerri par l'expérience, et dont, qui plus est, la mécanique électorale rompue aux crocs-en-jambe de toutes sortes ne laisse plus aucune chance à l'opposition depuis le printemps 1991-1992 où l'on vit le très remuant John Fru Ndi (paix à son âme) passer à un doigt de lui faire mordre la poussière, le jeune candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (PURS) ne put glaner qu'1% des suffrages valablement exprimés. En valeur relative, un maigre butin. Mais en valeur absolue, un score considérable. Car dans un univers politique interdit de modération, voire extraordinairement polarisé, où il n'y en a que pour les jusqu'aboutistes d'un régime qui éprouve le funeste plaisir

d'enfoncer tranquillement le Cameroun depuis le temps qu'il dure, et les extrémistes d'une opposition qui ne demande qu'à prendre sa part dans l'inlassable œuvre de destruction du Cameroun, séduire quelque 36.000 électeurs sans être soit d'un régime en place passé maître dans l'art de la petite entourloupe électorale, soit d'une opposition dite radicale qui boit cet épithète comme une béatification, c'est franchement un exploit.

Un exploit que le jeune leader panafricaniste dut à son discours novateur tranchant nettement avec la routine ambiante tout de manichéisme fait, et à sa faconde révolutionnaire qui rappelait par certains de ses aspects les envolées lumumbistes des années 1960 ou sankaristes des années 1970-1980 dont les nostalgiques ne manquent pas dans ce Cameroun dont les citoyens, réputés pour leur nationalisme et leur panafricanisme, n'ont fait ni un, ni deux pour succomber au charme du projet politique de l'espérance proposé par Matomba avec pour maîtres-mots la reconstruction identitaire sur fond de réappropriation culturelle, la réforme constitutionnelle, la souveraineté économique et l'émancipation panafricaine.

Au-delà de son pays, le projet panafricaniste de S.E.M. Bien entendu, il est pour cela régulièrement invectivé par les adeptes du messianisme politique et autres idéalistes qui l'accusent de vouloir toujours faire cavalier seul, et parfois, d'avoir « pour modèles des dictateurs ». C'était le cas lorsqu'il a rencontré en fin de semestre dernier le président de la transition burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré. Le Premier Secrétaire du PURS avait alors dit sa grande admiration pour la vision, l'engagement et la détermination du Capitaine Ibrahim Traoré en faveur d'une Afrique souveraine, après un entretien avec le leader du Faso principalement porté sur les questions de souveraineté africaine —qu'il traite d'ailleurs

dans son ouvrage « Debout pour une souveraineté totale » actuellement en préparation—. Pour lui, le président Traoré incarne un leadership panafricain fort, qui remet au goût du jour les luttes historiques pour l’émancipation du continent. « La devise "La Patrie ou la mort, nous vaincrons" a pris tout son sens lors de cette discussion passionnante », avait posté SEM sur les réseaux, en manière de reddition d’hommage à l’attitude combative du lointain vaillant successeur du regretté Thomas Sankara dont il saluait par ailleurs « grande intelligence » et la « détermination sans faille » dans la conduite du "Pays des hommes intègres" vers l’indépendance réelle.

Mais ces vitupérations, il va sans dire, ne le démontent pas le moins du monde. A contrario, de nombreux facteurs dont la prise de conscience par les Camerounais de l’impératif de prendre en main le destin du « Berceau de nos Ancêtres » sous la houlette d’un compatriote non clivant, confortent dans sa démarche le panafricaniste Serge Espoir Matomba qui campe depuis une posture souverainiste à matérialiser par une rupture complète avec le système légué au Cameroun par le colonisateur français. En ligne de mire, le franc CFA, monnaie coloniale s’il en est, et véritable cheval de Troie de la France dans la plupart des états francophones d’Afrique dont Serge Espoir Matomba réclame sans cesse l’abandon, car selon lui, cette devise qui est un mécanisme de transfert vers le Trésor français, est un symbole d’asservissement auquel il faut opposer dans de très brefs délais une monnaie nationale libératrice adossée aux richesses nationales, question pour le Cameroun de se défaire des chaînes économiques à lui mises par l’ex-colonisateur pour s’autodéterminer, produire et transformer sur son propre sol. d’une part, et d’autre part, l’élaboration pour le Cameroun d’une nouvelle Constitution aux accents panafricanistes affirmés, affichés et assumés, inspirée de l’Alliance des États du Sahel (AES) constituée du Mali d’Assimi Goita, du Burkina Faso d’Ibrahim Traoré et du Niger d’Abdouramane Tiani. C’est peut-être le lieu de rappeler s’il en était besoin, que Serge Espoir Matomba est un fin adepte de la dynamique impulsée par l’AES dont il considère les ruptures géopolitiques actuellement opérées au Sahel comme participant du mouvement d’éveil africain pouvant imposer le paradigme de la convergence



des souverainetés pour une coopération internationale équitable et respectueuse dépouillée aussi bien d’hégémonisme que de repli idéologique. C’est d’ailleurs pour cette raison qu’il salue l’approche des partenaires comme la Russie, pays auquel il songe pour la réalisation des projets de co-développement technologique et scientifique. “Il ne s’agit plus de tendre la main, mais de tendre la carte. Nos partenariats doivent répondre à nos priorités souveraines”, dit-il. Ceux qui ont suivi depuis sa tendre enfance le parcours de ce candidat à l’élection présidentielle du 12 octobre 2025, et qui l’appellent déjà "le futur président de la république" sont formels : Serge Espoir Matomba est l’homme de la situation, car connaissant la source du mal camerounais qui est plus exogène qu’endogène. « Cet homme qui à l’âge de 17 ans avait déjà créé une entreprise, a la constance et la foi chevillées à l’âme, et s’il décide de sortir le Cameroun de la mortification de l’enlissement dans lequel nous ont plongés l’occident et ses suppôts locaux, il ne reculera

devant rien », clamait à son sujet en avril dernier une militante venue participer au Congrès du PURS tenu les 04 et 05 avril derniers au palais des Congrès de Yaoundé, dans le but de désigner le candidat du parti à l’élection présidentielle dont la date n’était pas encore connue. C’est d’ailleurs à l’issue de ce Congrès que les militants du PURS avaient jeté de manière tout à fait démocratique, leur dévolu sur cet élu de la commune d’arrondissement de Douala 4ème depuis 2013, qui se montre porteur d’une vision de renouveau basée sur le panafricanisme, et entend, une fois élu, travailler avec les pays africains soucieux de leur dignité, à la réappropriation totale de la souveraineté du Cameroun et des pays africains, en cassant le système gouvernant pensé ailleurs et imposé aux Africains comme un prêt-à-porter, en instaurant une monnaie camerounaise et en supprimant au travers de lois fortes acceptées par tous, les barrières de la division et du repli identitaire, afin de construire une identité nationale camerounaise dont le socle sera

une langue nationale unique. Maintenant, tout le mal qu’on peut lui souhaiter, c’est qu’il remporte la présidentielle de 2025 et se mette au travail pour redresser cet indescriptible chaos, véritable figure du sous-développement volontaire, nommé Cameroun où, en plein 21ème siècle, on compte sur les doigts de la main le nombre de fois où, par jour, on a de l’électricité, la société ENEO chargé de pourvoir les ménages en énergie électrique ayant tout bonnement opté de faire très exactement le contraire de la mission contenue dans la feuille de route qui lui a été remise par l’Etat camerounais. Nos correspondants dans la ville de Foubot (principale ville économique du département du Noun, dans la région de l’Ouest) évoquent à titre d’exemple, plus d’une centaine de coupures par jour, soit un peu plus de quatre coupures par heure. Pour ne parler que de cela ! Car si l’on évoque les routes essentiellement accidentogène de Nganou Djoumessi et Paul Biya...

L'ÉCOLE CAMEROUNAISE D'AUJOURD'HUI

Une vraie prison dormante

Sauvons notre école d'aujourd'hui de sa propension insolente actuelle de mercantilisme et de dépréciation de la compétence.

Jean Paul Nna Mvondo
philosophe
psychopédagogue
Camerounais

Dans les grandes finalités éducatives consignées dans la loi de l'éducation nationale No 00/14/1998 du 14 Avril 1998, l'école Camerounaise s'assigne les objectifs suivants : former des citoyens Camerounais intègres, enracinés dans leur propre culture et ouverts au Monde. Toutes les stratégies sectorielles définies par le gouvernement camerounais en la matière, du RESEN 2000 (Réseau pour l'émergence du système éducatif national, à la SND 30, les objectifs du millénaire pour le développement du Cameroun accordent à la jeunesse Camerounaise des possibilités de bénéficier d'une éducation de qualité supérieure pour former des citoyens capables d'impulser des dynamiques intéressantes de développement durable. Le problème central est de savoir si toutes ces prescriptions gouvernementales sont implémentées sur le terrain de manière à rendre l'école Camerounaise attractive et pourvoyeuse des produits (outputs) compétents ? La formation des citoyens intègres suppose la mise sur pied des stratégies idoines d'encadrement des apprenants basées sur la morale, l'éthique et la déontologie républicaine, et une meilleure prise en compte des desiderata des enseignants. Quant aux citoyens enracinés dans leur propre culture et ouverts au Monde, l'école a pour missions de rapprocher les apprenants des valeurs humaines fondamentales et culturelles ancestrales au travers de l'enseignement de la morale et de l'éducation aux bonnes mœurs. Par là aussi, il s'agit de faire de l'école, un levier de promotion sociale de l'excellence pour permettre à nos apprenants de s'arrimer sans coup férir aux mutations technologiques et techniques qui dominent le Monde actuel, sorte de village planétaire. Nonobstant toutes ces commodités et ses mesures de protection de l'environnement scolaire, nous vivons dans notre pays, un ensemble de pesanteurs liées à la perception même de l'école par les populations Camerounaises confondues et le gouvernement sensé réguler ce secteur d'activités. L'école Camerounaise a cessé d'être depuis longtemps déjà la voie royale de promotion sociale, d'ascension sociale et de mobilité sociale ascendante. Pour ironiser sur le sort réservé à l'école Camerounaise d'aujourd'hui,



le feu professeur Jean Marc ELA, sociologue de formation disait que * mon CEPE dépasse ton BAC *, parlant des dynamiques discursives des agents de force de l'ordre qui semblent être mieux payés que des cadres qualifiés ayant fait de hautes études. Dès lors, dans cette sorte de perception anachronique et incongrue affichée sur l'école Camerounaise, le même professeur de sociologie a estimé que l'école Camerounaise d'aujourd'hui se trouve dans la spirale infernale du déshonneur et de l'interdit. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir, au-delà de la perception négative des outputs scolaires, combien les parents d'élèves ont abandonné et abdiqué à l'encadrement de leurs progénitures, pour la livrer à des personnels enseignant et administratif tétanisés par un traitement salarial et une considération à la limite de l'impoture. Les castes sociales qui ont cultivé l'avoir et non l'être, sont considérés comme ceux ayant réussi sur le plan social. Dès lors que le système politique gouvernant lui-même soutient cette vision de désacralisation de l'école républicaine au profit de la politique et des prébendes politiques qu'on en tire, l'école peut toujours exister comme une simple formalité administrative, un simple gadget que l'on déploie devant la face cachée du Monde pour prétendre être arrimée aux prescriptions de l'UNESCO et des résolutions de JOMTIEN 1992 sur l'Education pour tous (EPT). Résultats des courses, de l'école primaire jusqu'à l'université en

passant par le secondaire, le milieu scolaire devient une grande prison dans laquelle on vient débarquer une cohorte de jeunes gens que la famille ne supporte plus de voir trainer à la maison, et que la société camerounaise, à travers le chômage rampant des diplômés de l'enseignement supérieur, a réussi à tuer sur l'autel du griotisme politique. L'école Camerounaise d'aujourd'hui, une véritable prison dormante prête à exploser du fait de l'absence remarquable d'une issue prometteuse. On y parle dans des discours politiques ronflants et laudateurs, de professionnalisation de l'enseignement sans créer des industries, socles d'expérimentation des compétences obtenues à l'école pour la préparation à des métiers futurs. Bien plus, la planification scolaire sur la maîtrise de l'offre et de la demande des produits (outputs) scolaires, n'existe que de nom avec la fermeture des intégrations des diplômés dans les milieux du travail. Dès lors dans un climat sociopolitique délétère et vulnérable dans lequel, le lien école/ famille est brisé, et à travers lequel l'enseignante est clochardisé, les apprenants trouvent une faille pour créer des stéréotypes naturalistes liés à leur propre entendement de la structure sociétale. À cet effet, ils vont créer leur propre morale sociale qui leur donne des coudées franches pour être accrocs et accoutumés aux produits psychotropes, et à la pratique des sexestapes et toutes autres formes de dérives sectaires et

de déviances qui font le nid de l'école Camerounaise d'aujourd'hui. L'école Camerounaise d'aujourd'hui, une véritable prison dormante prête à exploser du fait chaque année des inscriptions des enfants à un nombre incalculable sans au préalable indiquer les prolégomènes quant à la satisfaction qu'ils peuvent tirer du choix de faire des études. L'école Camerounaise d'aujourd'hui, une prison dormante prête à exploser du fait de l'ennui, de l'oisiveté productive et de l'absence remarquable des opportunités fiables et non démagogiques qu'elle offre à ses nombreux postulants. Les curricula d'enseignement, loin d'être porteurs des possibilités de référents technologiques adaptés aux mutations technologiques et sociales, rament plutôt dans le sens de formation des têtes bien pleines, et non des têtes bien faites. Il appert nécessaire de changer de paradigme politique émotionnel productif et comportemental vis-à-vis de l'école Camerounaise d'aujourd'hui qui doit cesser d'être vue comme une prison dormante dans laquelle, faute de trouver mieux, on vient parquer des enfants dans l'insouciance totale. L'école Camerounaise d'aujourd'hui pour cesser d'être une prison dormante devrait revoir ses principes régulateurs. Le gouvernement camerounais actuel devrait réformer les curricula d'enseignement et de formation en privilégiant les secteurs technologiques et techniques pour permettre l'auto emploi qui viendrait pallier à la vieille tradition de formation des cadres qualifiés uniquement pour servir dans l'administration publique camerounaise. L'école Camerounaise d'aujourd'hui devrait demeurer la voie royale de promotion sociale des citoyens prêts à construire leur pays et non des consommateurs à la recherche d'un diplôme et d'un matricule. L'école Camerounaise d'aujourd'hui cessera d'être factice et une prison dormante prête à exploser, lorsque sa perception par le gouvernement et les populations sera positive, portée sur le respect des éducateurs spécialisés dans le domaine et la bonne gestion des filières et ouvertures qu'elle procure aux apprenants. Quel que soit le prisme d'analyse dans lequel on pourrait axer la réflexion sur l'école Camerounaise d'aujourd'hui, il va s'en dire que c'est par et grâce à l'école que l'avenir du Cameroun est assuré. Il s'agit simplement d'impulser une bonne gouvernance de l'école Camerounaise pour que celle-ci devienne véritablement le socle de promotion sociale des vraies valeurs fondamentales d'éthique et de déontologie républicaine.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

0000042
No. /MINCOM/SG/DMPP/CSLPDI/CCT

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF COMMUNICATION

Yaounde, 24 SEPT 2025

Press Release

The Minister of Communication hereby invites **media practitioners** wishing to ensure the media coverage **of the Presidential election of October 12, 2025**, to kindly submit their applications files for accreditation **latest on October 03, 2025** at the Ministry of Communication, Department of Private Media Development and Advertising (DMPP), or at the external services of the Ministry of Communication.

Applications files comprise of:

I- For national or foreign media practitioners working permanently in Cameroon:

- An application stamped at the current rate and signed by the Publisher mentioning the full names of the members of the reporting crew;
- A copy of a valid press card of each member of the reporting crew;
- A photocopy of the valid national identity card of each member of the reporting crew;
- A copy of the most recent issue, less than one (01) month old, for print media.

II- For foreign media practitioners working temporarily in Cameroon:

- 1- An accreditation request form stamped at the current rate of FCFA 1500 accompanied by a mission order;
- 2- Two (02) recent identity photographs, stapled to the form;
- 3- A photocopy of a valid passport;
- 4- Proof that you are a journalist or any other related profession;
- 5- Receipt of payment of CFAF 100,000 of each member of the reporting crew, to the Mincom's Treasury;
- 6- A hotel reservation or proof of accommodation provided by the partner in Cameroon;
- 7- A list of the professional equipment used (specifying its characteristics).





PROGRAMME DE LA CÉLÉBRATION DES 150 ANS DU PORT DE DOUALA-BONABÉRI

VENDREDI 26 SEPTEMBRE 2025

- ✱ Cérémonie officielle de lancement des festivités des cent cinquante ans du Port de Douala-Bonabéri au Quai 14.

SAMEDI 27 SEPTEMBRE 2025

- ✱ Début Mini-tournoi de football au stade Omnisport de Bépanda.

DIMANCHE 28 SEPTEMBRE 2025

- ✱ Célébration cantonale et culturelle Sawa en faveur du PAD à la Maison de la Culture Sawa.

LUNDI 29 SEPTEMBRE 2025

- ✱ Exposition photos, sous la présidence du Directeur Général du Port Autonome de Douala à l'esplanade de l'immeuble siège.

MERCREDI 1^{ER} OCTOBRE 2025

- ✱ Match d'exhibition entre deux formations féminines du Groupe PAD.
- ✱ Finale Mini-tournoi de football au stade Omnisport de Bépanda.

JEUDI 2 OCTOBRE 2025

- ✱ Colloque scientifique à l'hôtel Best Western;
- ✱ Exposition virtuelle.

VENDREDI 3 OCTOBRE 2025

- ✱ Fin Colloque scientifique à l'hôtel Best Western;
- ✱ Soirée de Gala et PAD Awards à l'hôtel Best Western.



Port Authority of Douala



Port Authority of Douala Official



PAD TV Officiel



+237 698 51 41 35



Téléphone :

Fax : +237 233 42 01 33

Web : www.pad.cmE-mail : pad@pad.cmAdresse : pad@pad.cm

BP/PO BOX : 4020 Douala, Centre des affaires Maritimes-Bonanj

